

L'ALGÉRIE A PRODUIT 6,12 MILLIONS DE TONNES DE CÉRÉALES

Benaïssa appelle à la consolidation des acquis de la filière

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présenté, jeudi, le bilan de la campagne céréalière 2008-2009. Avec un total de 6,12 millions de tonnes de céréales, l'Algérie a réalisé sa meilleure production depuis 1876. Le défi à venir consistera à consolider les résultats obtenus dès la prochaine campagne.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - 2009 restera dans les annales de l'agriculture algérienne comme étant l'année de la meilleure récolte céréalière avec 6 122 706 tonnes.

Pourtant, au niveau du département de Rachid Benaïssa, on se refuse à céder au triomphalisme. «Les résultats réalisés

durant cette campagne ne doivent pas bloquer la dynamique constatée au niveau des différents acteurs de la filière céréalière», a précisé, jeudi, le ministre de l'Agriculture et du Développement à l'occasion de la présentation du bilan de la campagne céréalière 2008-2009.

Cette campagne, la pre-

mière à être réalisée dans le cadre de la politique de renouveau agricole et rural, se caractérise surtout par la batterie de mesures d'accompagnement en faveur des agriculteurs : maintien des prix minima garantis pour le rachat des céréales, crédit bancaire sans intérêts (Rfig), crédits fournisseurs par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) pour l'acquisition de semences et d'intrants, exonération de la TVA des produits phytosanitaires, soutien des prix des engrais à concurrence de 20 %, dispositif

leasing de la Badr pour l'acquisition de moissonneuses-batteuses...

Bien entendu, les précipitations enregistrées durant l'année 2009 ont participé, elles aussi, à la réussite de cette campagne. Tiaret, avec un total de 475 317 tonnes, est classée première wilaya céréalière d'Algérie devant Oum-El-Bouaghi (406 576 t) et Sétif (298 000 t).

Pour ce qui est de la répartition de la production, le blé dur se classe en haut du tableau avec 2, 43 millions de tonnes. Il est suivi par l'orge (2, 40 millions de

tonnes), le blé tendre (1,13 million de tonnes) et enfin l'avoine (146 945 tonnes).

Selon Rachid Benaïssa, l'Algérie a pu constituer une réserve d'orge qui pourra couvrir ses besoins durant les trois années à venir.

L'Etat maintiendra toutefois un programme d'importation de blé dur et de blé tendre. Reste que le véritable défi de la filière céréalière consistera à «consolider les acquis» dès la prochaine campagne.

Ainsi, dans ce cadre, le département de l'agricultu-

re a décidé de mobiliser un million de tonnes d'engrais phosphatés et 100 000 tonnes d'engrais azotés ainsi que 200 000 tonnes de semences en faveur des exploitants. On prévoit également un dispositif d'irrigation d'appoint sur 132 000 ha.

Les coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) bénéficieront d'un programme d'acquisition d'équipements agricoles grâce à un accord signé jeudi entre l'OAIC, la BADR et PMAT (machinisme agricole).

T. H.

NOUVELLE VISION POLITIQUE DANS L'AGRICULTURE

Des pôles de production agricole autour des grandes agglomérations

Les éléments constitutifs d'un pôle dans le secteur de l'agroalimentaire performant existent dans la wilaya de Boumerdès. Ils sont mis en branle pour construire ce système de production qui commence à donner des résultats positifs.

Ce futur pôle intéresse le marché du centre du pays, à forte densité démographique. C'est sans doute la conclusion qu'ont tirée les observateurs qui ont accompagné le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa, lors de sa visite dans cette région le dernier mercredi du mois de Ramadan.

Est-ce une nouvelle approche de la politique agricole basée exclusivement sur la fonction économique – contrat de performance – qui s'amorce ?

Des fellahs estiment que trop de temps a été gaspillé pour que ce secteur hautement stratégique - au même titre que la Défense nationale - s'affranchisse des avatars idéologiques.

Avant de se rendre dans la wilaya de Boumerdès, le ministre, faut-il le rappeler, a été auditionné par le chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika. Le représentant du gouvernement, qui était accompagné de ses principaux collaborateurs et qui a réalisé un long périple en compagnie du wali, du P/APW, du DSA de Boumerdès et d'autres directeurs de l'exécutif est reparti visiblement satisfait de ce qu'il a vu.

Le ministre a rendu visite à plusieurs unités de production modernes. L'on a noté également que cette visite a été délestée de son aspect populiste observé quand des ministres sortent sur le terrain pour délivrer un message, celui de la restructuration et de la

modernisation de l'agriculture algérienne.

D'ailleurs, c'était le thème de notre questionnaire s'agissant de savoir si le choix des sites visités s'est imposé dans le sillage d'un réajustement de la politique agricole du pays. «Il faut moderniser l'agriculture dans les zones des grands marchés, autour des grandes villes. Un appel aux connaisseurs, aux universitaires et à ceux qui peuvent aider est lancé», nous confiera-t-il. Et de poursuivre : «Pour le recentrage sur chaque intervenant et toute la chaîne pour déterminer les responsabilités de

chacun, nous avons mobilisé tous les moyens nécessaires. Tout est fait pour que le fellah se programme et reprenne confiance quant à la commercialisation de sa production. Cette démarche est en cours pour, en outre, s'étendre au domaine technique.»

A noter que la visite de Benaïssa a porté sur deux volets distinct. Les virées dans les zones montagneuses avaient pour objectif de soutenir la politique d'occupation des espaces sociaux ruraux pour lutter sur le plan économique par des aides consenties aux familles contre les islamistes qui font du monde rural où sévit la pauvreté leur vivier. Au sein de la délégation, les expressions restructuration et modernisation revenaient souvent

lorsque les unités modernes de production recevaient leurs hôtes.

Le message aux acteurs

Pour le commun des observateurs, le choix des sites visités et la composante de la délégation qui accompagnait M. Benaïssa constituaient un message.

Les sites choisis pour accueillir la délégation et la composante de cette délégation ne sont-ils qu'un appel adressé aux grands acteurs du secteur ayant des capacités technologiques et financières ? Sans aucun doute.

Le ministre s'est, en effet, rendu dans des unités de production citées comme exemples dans la performance. L'ex-Enafroid a été la première étape de cette visite. L'entreprise, qui possède désormais ses propres

chambres froides, participe au dispositif «syrpalac» relatif à la régulation du marché de la pomme de terre.

La délégation s'est également rendue à la ferme de Flici Dahmane. Sur les lieux, les invités ont constaté que lorsque les instruments liés à l'activité étaient réunis, le haut rendement était dans les cordes des producteurs algériens.

Ce fellah et son voisin ont consenti des investissements lourds pour acheminer des eaux épurées sur un parcours d'environ 3 kilomètres, afin d'irriguer une terre fertile mais dépourvue de ressources hydriques.

Cette terre n'avait jamais autant produit de cultures maraîchères en plein air ou sous serres, en agrumes, en viticulture, avec la

méthode dite «pergola» à rendement élevé nouvellement introduite dans notre pays. C'est une ferme de production telle que souhaitée pour renforcer la sécurité alimentaire de l'Algérie.

Dans la même commune de Corso, la délégation a longuement fait escale chez un producteur d'œufs. Selon la fiche technique, 56 000 à 76 000 unités sortent quotidiennement des batteries où sont élevées 150 000 poulettes de ponte.

La récupération est entièrement automatisée et l'intervention humaine est très réduite, avec 1,2 milliard de dinars dans ce complexe qui produira plus tard des poulette de ponte. Des collecteurs de lait ont également fait l'objet de haltes du ministre.

Abachi L.

AMÉLIORATION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE, EFFACEMENT DE LA DETTE DES FELLAHS, RÉFORMES LIBÉRANT LES INITIATIVES, PARTENARIAT DE PRODUCTION...

La performance agricole, une urgence à moyen terme

Au vu de certaines actions en cours ou à venir, l'observateur peut considérer que l'agriculture algérienne est mise sur le chemin de la transition la menant de la situation qui fait d'elle un gouffre financier pour le pays au rôle qui est le sien, celui de produire.

Plusieurs éléments permettent d'aboutir à cette conclusion. Au plan sécuritaire, la situation s'oriente incontestablement vers l'amélioration.

L'effacement de la dette des fellahs a causé des dépenses faramineuses à l'Etat, mais elle a grandement soulagé le secteur.

Les pouvoirs publics ont engagé des réformes visant à lever les contraintes que subit le monde agricole, permettant ainsi la libération des initiatives.

Ces réformes visent également à restructurer l'agriculture autour de la fonction productive. Les pouvoirs publics ont introduit au niveau de l'administration de tutelle la notion d'obligation de résultats sur la base d'un partenariat entre l'administration (DSA) d'une part, et d'autre part le

fellah et les autres intervenants comme les banques ou le secteur de l'industrie de transformation. Les universitaires et les détenteurs du savoir-faire sont sollicités.

D'autres actions d'envergure mettent aussi l'agriculture dans une situation idoine lui permettant de produire plus et mieux. Jamais, en effet, l'agriculture algérienne ne s'est trouvée dans une telle situation lui ouvrant des perspectives encourageantes.

Dès lors, la haute performance n'est plus, pour le moyen terme, une utopie.

Au constat des efforts accomplis par l'Etat, cette haute performance deviendra, à l'avenir, une exigence historique pour le secteur. Bien entendu, il reste des efforts supplémentaires à réaliser et des entraves administratives à lever touchant notamment le foncier et le cadastrage des terres.

Les pouvoirs publics doivent se résoudre à prendre des résolutions fermes contre certains attributaires de milliers d'hectares dans le cadre des EAC et EAI qui ont abandonné ces fermes. Tout le monde s'accorde à dire que l'Algérie

n'exploite que partiellement son potentiel agraire. De plus, la mécanisation des activités agricoles reste faible dans notre pays et une présence plus souple du système financier dans le secteur agricole est souhaitée par les fellahs.

Pour rendre ces aménagements politiques de l'agriculture irréversibles, les pouvoirs publics sont sommés d'ouvrir le lourd dossier des réseaux commerciaux des produits agricoles pour réorganiser la fonction commerciale, enrayer la spéculation, stabiliser le marché et permettre aux populations d'acheter des produits identifiés à des prix raisonnables.

Par ailleurs, l'agriculture algérienne crée annuellement une grande richesse qui circule dans les réseaux informels et passe sous le nez des collectivités locales.

Dans notre pays, ce sont précisément les communes à vocation agricole qui sont les plus pauvres. Certaines vivent exclusivement des subsides de l'Etat. Une aberration spécifiquement algérienne. L'identification de ce gisement fiscal s'imposera un jour où l'autre.

A. L.